

TOUT CE QUE VOUS DEVEZ SAVOIR SUR L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE!

Nils Moussu, vous êtes coauteur, avec Dunia Brunner, du livre «L'économie circulaire, Agir pour une Suisse durable» paru dans la collection Le savoir suisse en automne 2023. Vous vous êtes prêté au jeu d'un tour d'horizon en huit questions.

ANNE DUPASQUIER

Votre ouvrage présente les enjeux d'une économie qui, de linéaire, devrait devenir circulaire. En quelques mots, pouvez-vous résumer ce que l'on entend par là?

Le plus clair pour définir l'économie circulaire, c'est de l'opposer à l'économie linéaire aujourd'hui dominante. On peut résumer cette dernière par la formule: extraire, produire, utiliser, jeter. Ce modèle linéaire conduit à de graves impacts environnementaux et à l'épuisement des ressources naturelles. Face à ces problèmes, il s'agit donc d'éviter le gaspillage et ses conséquences – on parle d'optimiser le métabolisme matériel et énergétique de nos systèmes de production et de consommation. C'est pourquoi, pour une économie circulaire et durable, on distingue quatre stratégies principales: réduire, ralentir, boucler les flux de matières et d'énergie, ainsi que reconcevoir les objets et nos modes de production et consommation. Plus concrètement, il s'agit par exemple de concevoir des produits facilement démontables et avec moins de matériaux, de prolonger la durée de vie des objets par la réutilisation et la réparation, et, en dernière intention, de valoriser les matériaux afin de les réintroduire dans l'économie, notamment par le recyclage.

Pourquoi ce livre? Pourquoi faut-il changer de cap?

Notre livre part du constat que l'on entend de plus en plus souvent parler d'économie circulaire. Les entreprises et les collectivités publiques notamment s'y intéressent de près. Mais demeure souvent un flou conceptuel important à ce sujet – ce livre vise donc à clarifier les choses. De plus, en Suisse, l'économie circulaire est encore trop souvent réduite à la valorisation (le recyclage), comme l'illustrent les débats actuels sur la révision de la loi fédérale sur la protection de l'environnement (LPE). Cela, alors que la valorisation ne suffit en aucun cas: il faut faire plus pour réaliser le plein potentiel de cette approche. En Suisse, la seule gestion des déchets mise en place dans les années 1990 ne suffit plus. Il s'agit aujourd'hui de passer à l'étape suivante, celle de la gestion des ressources naturelles et des objets, ce qui implique des changements majeurs et de l'ambition. Ces changements ne sont d'ailleurs pas uniquement d'ordre technologique, c'est tous nos modes de production et de consommation qui sont à repenser, et il faut pour cela impliquer une large variété d'acteurs afin qu'ils coordonnent leurs actions au sein de filières. En bref, notre livre propose une synthèse sur l'état actuel de la mise en œuvre de l'économie circulaire en Suisse.



Nils Moussu / DR

Quels sont les domaines les plus pertinents pour mettre en œuvre un tel changement?

Le secteur de la construction représente un enjeu majeur, car il utilise énormément de ressources et produit le plus de déchets; sur l'ensemble des déchets, 20% sont constitués de déchets de déconstruction et plus de 60% de matériaux d'excavation et de percement. Mais les domaines d'application sont très variés – on pense par exemple à la réduction du gaspillage alimentaire ou encore à la réduction des déchets d'emballage grâce à la réutilisation. Ces domaines sont dictés par des contraintes qui se font sentir de manière toujours plus forte. L'empreinte carbone de la Suisse est très importante, et notre pays est pauvre en matières premières et en surfaces pour installer des décharges pour le stockage définitif des déchets. Ces enjeux sont très concrets, pensons par exemple à la très faible acceptabilité publique des ouvertures de nouveaux sites d'extractions de graviers ou de nouvelles décharges. L'économie circulaire offre une réponse systémique face à ces enjeux: difficultés d'approvisionnement, aménagement du territoire, consommation durable – une réponse bien plus conséquente que les solutions actuelles comme l'exportation de déchets à l'étranger qui a plus que triplé ces dix dernières années. «Champions du recyclage», les Suisses ignorent pourtant bien souvent que plus de 60% du verre collecté est exporté par exemple.

LES COOPÉRATIVES D'HABITATION PIONNIERS DE LA DÉMARCHE CIRCULAIRE



A Winterthour, à l'emplacement d'une ancienne scierie, un bâtiment fait l'objet de réemploi de matériaux de construction. De plus, la halle centrale est rénovée pour faire office de place de village couverte (voir «Habitation» mars 2023).



La caserne de pompiers Viktoria à Berne se distingue par la réutilisation d'anciens bâtiments existants, y compris la tour de lavage et a même procédé au déplacement d'un bâtiment au lieu de le démolir (voir «Habitation» décembre 2022).



Dans le quartier de Westfeld à Bâle, c'est un ancien hôpital qui a été sauvé de la démolition et qui fait maintenant office de bâtiment phare du quartier (voir «Habitation» juin 2022).

Malgré la nécessité d'un tel changement, pourquoi ce modèle progresse-t-il si lentement?

Il y a bien sûr de multiples dimensions qui expliquent la lente mise en œuvre de l'économie circulaire en Suisse. Dans le livre, nous mettons particulièrement en avant la question du cadre légal qui est un levier majeur pour la transition circulaire. Sur ce plan, la Suisse est largement à la traîne par rapport aux développements dans l'Union européenne, malgré quelques avancées récentes. Notre cadre légal n'est pas suffisamment clair, en particulier s'agissant des axes réduire et ralentir évoqués précédemment – droit à la réparation, réutilisation des emballages, informations environnementales sur les produits, normes d'écoconception, etc.

«En réalisant des immeubles à prix coûtant, il est possible d'expérimenter de nouvelles manières de construire avec le réemploi de matériaux ou en récupérant et rénovant des bâtiments plutôt que les démolir.»

Mais il faut bien sûr aussi mentionner les initiatives des cantons et des communes pour l'économie circulaire. Celles-ci sont très nombreuses et vont de révisions légales voire constitutionnelles, comme à Zurich, à des mesures ciblées pour soutenir les actrices et acteurs de la transition, agir pour limiter la production des déchets, développer la réparation, le partage des objets, etc. Cette dynamique est très positive et doit encore s'accroître.

Avez-vous des exemples concrets en Suisse romande?

Pour n'en mentionner qu'un, je citerai les projets de réutilisation des emballages en verre qui ont vu le jour dans les cantons de Genève et de Vaud (J'la ramène et ça Vaud l'retour). Ces projets portent sur un enjeu majeur, celui de prolonger la durée de vie des objets grâce à la réutilisation. Ils réunissent des actrices et acteurs variés, productrices et producteurs de boissons, commerces, collectivités publiques, ONG, et cherchent à impliquer aussi les consommatrices et consommateurs. Ils permettent d'expérimenter sur le terrain la réutilisation, de valider certaines hypothèses par exemple d'optimisation économique ou environnementale de la filière, ou encore de mettre en place la logistique nécessaire à la réutilisation. Ils

CV NILS MOUSSU

Nils Moussu est docteur en science politique de l'Université de Lausanne. Il est spécialisé en économie politique internationale et a mené des recherches sur le rôle des entreprises et de leurs associations dans la gouvernance transnationale du climat. Il enseigne depuis plusieurs années l'économie politique internationale et l'économie écologique à l'Université de Lausanne. Il est actuellement collaborateur scientifique et chargé de programme à la Fondation sanu durabilitas (Bienne) active dans le transfert de connaissances scientifiques aux acteurs de la politique et de l'économie, dont il mène les projets dans le domaine de l'économie circulaire.

permettent aussi d'identifier les éléments clés pour généraliser ces solutions circulaires: investissements dans des infrastructures, coordination au sein des filières, financement lors de la montée en volume, enjeux légaux, etc.

Revenons au domaine de la construction...

Une des avancées de l'actuelle révision de la LPE porte sur la fixation d'un niveau maximal d'énergie grise pour les nouvelles constructions et les rénovations notables. C'est une disposition majeure qui amène à fournir des efforts non seulement sur l'énergie dépensée lors de l'exploitation des bâtiments, mais aussi sur l'énergie nécessaire tout au long du cycle de vie des bâtiments, de l'extraction des ressources au recyclage des matériaux. Cette avancée importante amènera sans doute à développer le réemploi dans le domaine de la construction. On constate actuellement des dynamiques intéressantes dans ce domaine, notamment avec des groupes de recherche dédiés, par exemple à l'EPFL, et des plateformes d'actrices et acteurs comme Cirkla, l'organisation faitière du réemploi en Suisse qui vise à rendre le réemploi plus visible et plus performant dans notre pays. Reste que des défis sont encore à relever, comme celui de mettre à disposition des espaces de stockage pour les matériaux destinés au réemploi – ici les pouvoirs publics auraient un rôle décisif à jouer. Outre le réemploi, d'autres stratégies sont bien sûr aussi à considérer, comme le recyclage ou la construction en matériaux biosourcés.

Et qu'en est-il des coopératives d'habitation?

Il existe là un énorme potentiel. La motivation reste un moteur incroyable. De nombreuses coopératives ont envie de sauvegarder notre planète et n'entrent pas dans la logique classique du marché de l'immobilier. En réalisant des immeubles à prix coûtant, il est possible d'expérimenter de nouvelles manières de construire avec le réemploi de matériaux ou en récupérant et rénovant des bâtiments plutôt que de les démolir. Alors que le réemploi doit encore s'imposer plus largement en Suisse, les coopératives pourraient jouer un rôle pionnier et offrir des exemples mobilisables pour la diffusion de cette stratégie, ainsi qu'une base pour les pouvoirs publics afin de mettre en place les conditions cadre les mieux adaptées. Par ailleurs, le type de gouvernance mis en place dans les coopératives facilite l'implication des habitants qui participent aux décisions, ce qui est aussi une force du point de vue de l'économie circulaire. Plus largement, les liens entre économie circulaire et économie sociale et solidaire sont prometteurs, il s'agira

d'explorer plus avant le grand potentiel qui en découle (voir exemples dans l'encadré).

Quels messages voulez-vous transmettre?

Dans notre livre, nous avons cherché à montrer le grand potentiel de l'économie circulaire pour la transformation vers des modes de production et consommation durables – pour peu que l'on ne se borne pas à une vision minimale ou tronquée de cette approche. Aujourd'hui, le défi est probablement de passer de niches d'innovation à des échelles plus larges au niveau régional et de notre pays. La coordination entre actrices et acteurs au sein de filières sectorielles, ainsi que l'implication des citoyens et citoyennes autour d'une vision transformative de l'économie circulaire seront parmi les clés pour relever ce défi passionnant. ■

«L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE. AGIR POUR UNE SUISSE DURABLE»



La nécessité de réduire l'impact écologique de nos modes de production et de consommation est unanimement reconnue. Pour y parvenir, l'économie circulaire propose une alternative au capitalisme dominant depuis la révolution industrielle: au lieu d'appréhender les flux de matières et d'énergie à sens unique, de l'extraction au rebut, elle les envisage en cycles fermés, à l'instar du fonctionnement des écosystèmes naturels.

Ce livre présente de manière simple le concept d'économie circulaire, détaille ses principaux leviers et offre un aperçu actuel des opportunités d'une telle transition en Suisse, de ses implications sociales, politiques et juridiques ainsi que des obstacles à sa mise en œuvre. Défendant une vision ambitieuse de la transformation circulaire, il invite à ne pas se cantonner au recyclage des matériaux, mais à repenser en profondeur les actions tout au long du cycle de vie des produits afin de les rendre plus durables. -> Edition Presses polytechniques et universitaires romandes, collection Savoir Suisse, 2023, 168 pages

